

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
Séance du 13 février 2017

Le 13 février 2017 à 14h00, s'est tenue, dans la salle de conseil de la mairie de Plonévez-Porzay, une séance du comité syndical légalement convoqué le 3 février 2017.

■ **PRESENTS** : 9

Collège des EPCI et communes non producteurs – préleveurs d'eau potable :

Thierry BETRANCOURT (CCPCAM), Paul DIVANAC'H (CCPCP), Didier PLANTE (CCPCP), Jean KERIVEL (Douarnenez communauté), Henri CARADEC (Douarnenez communauté), Jean-Pierre LE BRAS (Beuzec-Cap-Sizun)

Collège des producteurs d'eau potable :

Yves TYMEN (Douarnenez Communauté), Joël BLAIZE (Plomodiern)

Collège du Département du Finistère :

Georges LOSTANLEN

■ **ABSENTS** : 4

Collège des EPCI et communes non producteurs - préleveurs d'eau potable :

Dominique LE PENNEC (CCPCAM),

Collège des producteurs d'eau potable :

Christine LELIEVRE (Saint-Nic), Henri LE PAPE (CCPCAM), (Quimper Bretagne Occidentale)

■ **EXCUSE** : 5

Collège des EPCI et communes non producteurs – préleveurs d'eau potable :

Bernard IDOT (CCPCAM), Paul GLEVAREC (CCPCP), Marie-Thérèse HERNANDEZ (Douarnenez communauté)

Collège du Département du Finistère : Jocelyne POITEVIN, Jean-Marc TANGUY

■ **POUVOIR** : 3

Bernard IDOT (CCPCAM) a donné pouvoir à Henri CARADEC (Douarnenez communauté).

Paul GLEVAREC (CCPCP) a donné pouvoir à Didier PLANTE (CCPCP)

Jean Marc TANGUY (Département) a donné pouvoir à Georges LOSTANLEN (Département)

■ **SECRETAIRE DE SEANCE** : JOEL BLAIZE (PLOMODIERN)

■ **ASSISTAIENT EGALEMENT A LA REUNION** :

Thierry ROC'H, trésorier de Douarnenez

Lise LE BIHAN, directrice de l'EPAB et coordinatrice du SAGE remplaçant Alida BOISHUS

Stéphanie TYDOU, responsable secrétariat-comptabilité-RH, EPAB

DB N°6-2017 : MODIFICATION DU REGIME INDEMNITAIRE POUR LA FILIERE ADMINISTRATIVE CADRE D'EMPLOI ADJOINT ADMINISTRATIF

RAPPORTEUR : HENRI CARADEC

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

VU le décret n°85-730 du 17 juillet 1985 modifié relatif à la rémunération des fonctionnaires de l'Etat et des fonctionnaires des collectivités territoriales régis respectivement par les lois n° 84-16 du 11 janvier 1984 et n° 84-53 du 26 janvier 1984.

VU le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 modifié pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

VU le décret n°2002-61 du 14 janvier 2002 modifié, relatif à l'indemnité d'administration et de technicité,

VU l'arrêté ministériel du 14 janvier 2002 modifié fixant les montants de référence de l'indemnité d'administration et de technicité,

VU le décret n°97-1223 du 26 décembre 1997 modifié fixant les montants de référence de l'indemnité d'exercice de mission des Préfectures,

VU l'arrêté ministériel du 24 décembre 2012 fixant les montants de référence annuels de l'indemnité d'exercice de mission des Préfectures,

VU la délibération n°40 du comité syndical du 22 novembre 2012, portant création d'un poste de responsable secrétariat, comptabilité, ressources humaines,

VU la délibération n°47 du comité syndical du 13 décembre 2012, portant sur la mise en place du régime indemnitaire pour la filière administrative cadre d'emploi adjoint administratif,

CONSIDERANT, qu'il convient d'ajouter au régime indemnitaire existant pour la filière administrative, cadre d'emploi adjoint administratif, l'IEMP, indemnité d'exercice de missions des préfectures,

1) Indemnité d'exercice de missions des préfectures, IEMP

L'indemnité d'exercice de missions des préfectures est attribuée sur la base du montant de référence annuel évoluant selon les textes en vigueur, en application du décret n°97-1223 du 26 décembre 1997 modifié fixant les montants de référence de l'indemnité d'exercice de mission des Préfectures, ainsi que de l'arrêté ministériel du 24 décembre 2012 fixant les montants de référence annuels de l'indemnité d'exercice de mission des Préfectures.

Les taux annuels de base de la prime selon les grades sont précisés dans les textes. Ils feront l'objet d'une pondération pour obtenir le montant de l'indemnité d'exercice de missions des préfectures.

2) Modalités d'attribution

Les indemnités sont soumises à des conditions d'attributions :

- il sera tenu compte de l'absentéisme pour toutes les primes.

La part variable est alors fixée à 60 % du montant total des indemnités, pour tout arrêt de travail pour incapacité, sauf les accidents du travail qui ne relèvent pas d'une faute professionnelle, les maladies professionnelles reconnues et les congés de maternité ou de paternité ou d'adoption. Les périodes de congés annuels et autorisations exceptionnelles d'absence ne sont pas concernées.

- le décompte se fait en jours calendaires, prorata temporis, à compter du 1^{er} jour d'absence.

Les attributions individuelles sont effectuées par arrêté du président de l'EPAB.

Le versement des primes et des indemnités sera effectué mensuellement. Les crédits correspondants sont inscrits au budget.

CONSIDERANT l'avis favorable du bureau du comité syndical du 8 février 2017,

Il est proposé au comité syndical :

- **d'adopter le régime indemnitaire de la filière administrative, cadre d'emploi adjoint administratif, tel que présenté,**
- **d'autoriser le président à signer tout document afférent à cette affaire.**

Le comité syndical :

Membres présents : 9

Pouvoirs : 3

Votants : 12

Après délibération et vote du comité syndical, la délibération est adoptée à l'unanimité (0 abstention, 0 contre).

FAIT ET DELIBERE LE 13 FEVRIER 2017

Henri CARADEC
Président de l'EPAB

ETABLISSEMENT PUBLIC
DE GESTION ET D'AMENAGEMENT
DE LA BAIE DE DOUARNENEZ
Le Pavillon - La Clarté
29100 KERLAZ

